

SEUL, UN  
NOUVEAU  
JUIN 36

# LA VÉRITÉ

Organe Central des Comités Français de la IV<sup>e</sup> Internationale

## PEUT ABATTRE HITLER

C'est dans le silence et le recueillement que la classe ouvrière française célèbre, cette année, le 6<sup>e</sup> anniversaire de ces journées de Juin 36, dont le souvenir, lourd de gloire et tragédie, constitue la première raison d'espérer de chaque ouvrier, en France et dans toute l'Europe, le 6<sup>e</sup> anniversaire d'une révolution trahie.

Le monde craquait de toutes parts. Partout, ouvriers et paysans se refusaient à faire plus longtemps les frais de la crise dans laquelle le capitalisme a précipité l'économie mondiale.

Les dirigeants du Parti Socialiste, du Parti Communiste et de la C.G.T. sont les premiers à s'effrayer du caractère de plus en plus nettement révolutionnaire que prend le mouvement des masses. C'est que l'impérialisme français d'une part, la bureaucratie stalinienne d'autre part, se sentent de plus en plus inquiets en face des préparatifs de guerre de l'impérialisme allemand. Pour défendre le statu quo impérialiste de Versailles, dirigeants réformistes et stalinien s'engagent à fond dans la voie de l'union sacrée. La déclaration Staline-Iaval scelle l'adhésion des dirigeants communistes au programme d'armement à outrance de l'impérialisme français. Au Front Unique de combat des masses, qui s'était formé après les journées de Février 1934, dirigeants réformistes et stalinien substituent le Front Populaire : sous prétexte d'alliance avec les classes moyennes, ils s'efforcent d'imposer aux masses un programme de conservation sociale. On sait aujourd'hui que c'est le P.C. qui s'est opposé à ce que le mot d'ordre des nationalisations soit inscrit au Programme du Front Populaire. On sait encore — c'est Blum qui l'a révélé à Riom — que c'est l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris qui s'est opposé, en 1936, à la nationalisation des usines Schneider.

Les élections de Mai 1936 avaient affirmé la puissance du mouvement qui aimait les masses et son unité profonde. Tout était possible. Pour les dirigeants soi-disant ouvriers, Mai 1936 devait clore l'ère des troubles intérieurs et restaurer l'ordre démocratique bourgeois. Pour les masses ouvrières et paysannes, Mai 1936, au contraire, était l'annonce d'une lutte pour la victoire totale, pour l'instauration d'un régime qui donnerait vraiment à tous le pain, la paix, la liberté. La diminution des heures de travail, le relèvement des salaires, la garantie des droits ouvriers dans l'usine par le contrat collectif, telles étaient les revendications qui surgissaient des masses populaires. Ces revendications, que le Front Populaire n'avait pas inscrit sur son programme, les masses sentaient qu'elles pouvaient maintenant imposer l'application immédiate. Spontanément, sans que partis et syndicats aient donné la moindre directive dans ce sens, les ouvriers de la métallurgie parisienne débrayèrent et occupèrent les usines. Le mouvement, en 48 heures, gagne toutes les usines de la région parisienne, puis s'étend à toute la France. Les patrons ne sont plus maîtres de leurs usines : dans la rue, le pouvoir échappe au gouvernement de Léon Blum, à peine constitué. La bourgeoisie française tremble comme elle n'avait plus tremblé depuis la Commune. Elle se rappelle qu'en 1921 l'occupation des usines a mis l'Italie au bord de la révolution.

La victoire ouvrière est si formidable que les objectifs de départ sont de loin dépassés : les usines sont aux mains des ouvriers ; c'est eux désormais qui y font la loi. L'heure semble venue de l'expropriation des gros capitalistes exploitateurs, cette heure que les révolutionnaires ont préparé depuis si longtemps. Mais les dirigeants ouvriers, qui ont souvent bavardé sur la révolution socialiste, ne veulent pas voir que cette fois la révolution est là.

Un seul journal, *La Lutte Ouvrière*, organe du Parti Ouvrier Internationaliste, qui vient de se créer, sait souligner la signification profonde de Juin 36. Le 12 Juin, son premier numéro porte en manchette : « Dans l'usine et dans la

rue, le pouvoir aux ouvriers ! » Et plus loin : « Les Comités de grève doivent être transformés en Comités d'usines permanents. De L'Action Française à L'Humanité, la presse réclame des mesures de répression énergiques contre les trotskystes. Mais *La Lutte Ouvrière* poursuit sa campagne. Le Numéro 2 publie un article de Léon Trotsky, daté du 9 Juin : « Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives. Ce ne sont même pas des grèves. C'est LA GREVE. C'est le rassemblement déclaré des opprimés contre les oppresseurs. C'est le début classique de la révolution. La révolution française a commencé... » Dans le même numéro, le Comité Central du P.O.I. écrit dans un manifeste aux ouvriers français : « Vous avez occupé les usines. Par la maîtrise avec laquelle vous avez organisé la grève, vous avez montré votre capacité à diriger la société. Gardez les usines. Faites-les marcher vous-mêmes. » Ce second numéro de *La Lutte Ouvrière* fut également poursuivi.

Mais les grands partis ouvriers et les syndicats, loin d'encourager les masses à l'offensive, s'efforcent de créer une atmosphère de confiance béate et aveugle, d'optimisme satisfait et insouciant : on danse dans les usines au lieu d'ouvrir la comptabilité, au lieu de préparer la remise en marche de la production par les ouvriers et pour les ouvriers. Les Cachin, les Blum, les Jouhaux vont répétant partout : « Non, ce n'est pas la révolution, ce ne sont que des grèves corporatives, » voulant ainsi rassurer le bourgeois, voulant plus encore détourner le prolétariat de la voie révolutionnaire dans laquelle il s'engage malgré eux. Le plan est simple : si on maintient la lutte dans le cadre des objectifs revendicatifs du début, conçus au moment où la classe ouvrière était encore loin de se rendre compte de sa puissance réelle, on peut demander au patronat de céder et d'éviter la révolution. « J'ai sauvé le pays de l'anarchie et de la révolution », a cessé de répéter Blum à Riom. Rien n'est plus vrai : Blum a torpillé le mouvement révolutionnaire par les accords Matignon. Les dirigeants syndicaux et communistes s'efforcent, de tout leur pouvoir, d'aider Léon Blum dans son œuvre de briseur de grève. Ils n'ont ni voulu, ni prévu la grève : « Nous sommes, dit Cachin, les uns et les autres devant le fait de la grève. » Et Thorez déclare, au Gymnase Jean-Jaurès : « Il faut savoir terminer une grève par un compromis, parce que tout n'est pas possible. » Au moment où l'offensive n'a pas encore atteint toute sa puissance, où elle peut et doit se fixer de nouveaux objectifs, Thorez donne aux ouvriers vainqueurs les conseils qui conviennent à des grévistes battus.

La lutte cependant n'est pas terminée. Dans de nombreuses branches de l'industrie, le patronat se refuse à souscrire aux conventions collectives. Alors que le succès est total dans la métallurgie parisienne, par contre dans le textile et l'alimentation, spécialement dans le Nord, le patronat croit, dès le lendemain des accords Matignon, pouvoir entamer la résistance. La grève, en se prolongeant, prend dans ces secteurs un caractère plus âpre : dans deux usines d'alimentation du Nord, les ouvriers remettent les machines en marche sous leur propre contrôle ; le patronat finit par céder.

Dirigeants communistes, socialistes et syndicaux, sur tous les tons, exaltent la victoire : Jouhaux, jonglant avec les chiffres, essaye de démontrer que les accords Matignon constituent une victoire sans précédent : « Les salaires ont été relevés de 35 %, écrit-il. » En réalité, les salaires hebdomadaires réels, sauf dans les industries où les salaires étaient anormalement bas, n'ont été relevés que de 11 % et n'ont pas rejoint le niveau de 1928. « La C.G.T. », affirmait en-

core Jouhaux, désormais forte de 5 millions d'adhérents, sera en mesure d'obtenir par la voie légale satisfaction aux revendications ouvrières. La vérité, c'est que la C.G.T., forte de la volonté combative de ses adhérents, restait effroyablement faible par le manque de toute volonté offensive, de tout programme révolutionnaire chez ses dirigeants. La C.G.P.F., au contraire, sans déclaration fanfaronne, préparait soigneusement la contre-offensive : se couvrant d'abord de la loi, faisant appel au gouvernement de Front Populaire pour réprimer les "excès révolutionnaires", elle entamait, les usines à peine évacuées, l'attaque contre les avantages acquis par la classe ouvrière.

La volonté de réaction de la bourgeoisie était d'autant plus grande que, franchissant les frontières, la vague de grève s'étendait par le monde entier : en Belgique, en Hollande, en Angleterre, en Indochine, aux Etats-Unis et jusqu'en Allemagne, et en Italie les ouvriers se mettent en grève. En Espagne, les grèves précèdent directement la révolution. La lutte internationale entre le prolétariat et la bourgeoisie enise à nouveau dans une phase décisive. Mais précisément, en travestissant la lutte de classes internationale en une lutte entre la démocratie (bourgeoise) et le fascisme (capitaliste), les dirigeants ouvriers, liant le prolétariat à une fraction du capitalisme international, le détournent de la seule voie vers la victoire. Consciemment, ils donnaient l'exemple de la répression contre les révolutionnaires. En Espagne, le Front Populaire ouvrait en définitive les portes à Franco, après que le stalinisme eût, en Mai 1937, écarté l'avant-garde ouvrière à Barcelone. Staline, à Moscou, mettait en scène les grands procès antitrotskyistes, afin de ca lomnier les représentants véritables des intérêts ouvriers, de diviser, de désorganiser et de décourager l'avant-garde ouvrière internationale.

En France, sous prétexte de défense contre le fascisme intérieur et extérieur, on instaure la "pause". Le résultat en sera le renforcement du fascisme intérieur et extérieur : car la "pause" n'est pas autre chose que la capitulation du Front Populaire devant les grandes banques.

Mais, pendant que les directions ouvrières, à l'appel de Blum, font la pause, le patronat développe son offensive. D'une part, la hausse du coût de la vie annihile les augmentations de salaire (en 1939, les salaires tomberont en France au niveau le plus bas depuis la guerre). D'autre part, la rationalisation, impulsée par M. Spinasse, alors ministre de l'Economie, entraîne la ruine progressive des entreprises petites et moyennes, entrave la résorption du chômage et freine la reprise économique. Enfin, le patronat commence une campagne de licenciements qui va s'amplifiant de mois en mois : il s'agit de chasser des usines les militants ouvriers les plus combattifs. Le prétexte invoqué est un nouvel accroissement de la crise économique — ceci au moment où l'on constate une reprise internationale. En réalité, les difficultés économiques sont dues à une baisse prodigieuse des investissements industriels, consécutive à la fuite des capitaux français à l'étranger.

Pour lutter contre le patronat, il fallait, à tous les échelons, instaurer le contrôle ouvrier : contrôle des prix à la vente et des prix de revient, contrôle de l'embauchage et du débauchage, contrôle des commandes et de la gestion. Mais, malgré le mécontentement grandissant des masses, les dirigeants soi-disant ouvriers se contentent de bavardages antifascistes, de collectes pour l'Espagne. Seules quelques grèves locales éclatent encore, aussitôt étouffées par les directions syndicales dès qu'un arbitrage est intervenu, toujours au détriment des ouvriers.

Puis brusquement, une fois encore, les masses déboulent leurs chefs : grèves du Nord, des grands magasins, de l'alimentation, de la métallurgie, des Services Publics et du Métro (29 Décembre 1937). La grève est victorieuse. Va-t-elle être le point de départ d'une nouvelle offensive ouvrière ? C'est ce qu'espèrent les masses. Mais les dirigeants, une fois de plus, en ont décidé autrement. Léon Blum lance l'idée d'un gouvernement "de Thorez à Paul Reynaud". Il échoue. C'est Chautemps qui forme le nouveau gouvernement, sans les socialistes, affirmant sa volonté d'union sacrée. Par 501 voix contre 1, la Chambre du Front Populaire lui donne sa confiance. Il a ainsi les mains libres pour l'élaboration du "Statut Moderne du Travail", premier pas vers la mise hors la loi de la grève.

Les 11 et 12 Mars, les troupes de Hitler occupent l'Autriche. Blum demande la constitution d'un gouvernement "de Thorez à Marin". Il échoue à nouveau. Mais l'accord unanime se fait dans les sommets pour les dérogations aux 40 heures. La pièce maîtresse des lois sociales de Juin 36 est abattue. Le mécontentement gronde dans la classe ou-

vière. Les syndicats discutent sur l'organisation du rendement dans les industries de guerre au lieu de s'efforcer d'unifier les masses sur le mot d'ordre du contrôle ouvrier par les comités d'usines. Au lieu de préparer méthodiquement la grève générale, ils lancent, sous l'influence du Parti Communiste, les ouvriers "par petits paquets" dans la lutte. C'est que Staline, effrayé par le renforcement de l'Allemagne hitlérienne, veut obtenir de la bourgeoisie française de nouveaux engagements militaires à l'égard de l'U.R.S.S. Pleinement d'accord avec la nécessité de l'union sacrée, les dirigeants staliniens ne considèrent les grèves que comme moyen de pression diplomatique. Finalement, ils liquident la grève en acceptant, contre une augmentation dérisoire, l'introduction des 45 heures dans l'aviation.

La même tragédie se renouvelle, en pire encore, le 30 Novembre 1938. Au lendemain de la trêve de Munich, les dirigeants ouvriers, divisés en munichois et en antimunichois, cherchent à rivaliser sur l'union sacrée avec les fractions bellicistes et collaborationnistes de la bourgeoisie. Compromise par les rivalités intestines de la classe ouvrière, sabotée par les munichois Belin et consorts, la grève du 31 Novembre, déclenchée trop tard, mal préparée, n'est qu'une aventure dans laquelle le P.C. brise les meilleurs militants ouvriers. Après cette défaite, tout l'acquis de Juin 36 est liquidé.

La guerre désormais peut passer. La démocratie bourgeoise montre son vrai visage : le P.C. dissous, la presse muselée, syndicats et municipalités ouvrières liquidés, semaine de 72 heures, des milliers de travailleurs dans les prisons. Puis c'est la débâcle, le triomphe de la réaction cléricale et policière, le règne de Maurras et de La Rocque et derrière eux, la main d'Hitler, le revolver, la famine.

Voilà ce que le Front Populaire et les trahisons successives des dirigeants qui osent se réclamer de la classe ouvrière, ont fait de la victoire de Juin 36.

Faut-il pourtant désespérer ? La situation du capitalisme mondial est sans issue. Partout à travers le monde, les forces de l'armée prolétarienne se regroupent et s'apprêtent à de nouveaux combats. En France, le peuple est unanimement dressé contre le régime. Une nouvelle vague révolutionnaire s'apprête. La révolution, cette fois, peut et doit vaincre. Elle vaincra si tous les militants ouvriers tirent les leçons de la grande trahison de Juin 36. Résumons-les à nouveau :

1) Dans le monde actuel, il n'y a de place que pour deux régimes : le fascisme ou le socialisme. Les Etats-Unis et l'Empire Britannique en donnent une nouvelle démonstration, — qui adoptent des méthodes de jour en jour plus autoritaires.

2) On ne peut pas lutter pour la révolution la main dans la main avec la bourgeoisie : l'alliance avec de Gaulle peut seulement aboutir à une défaite pire encore que l'alliance avec Herriot.

3) Ce n'est pas en se ralliant au principe de la défense nationale qu'on peut vaincre Hitler. Juin 36 avait amorcé un premier réveil du peuple allemand ; un nouveau Juin 36 le trouvera prêt à secouer définitivement ses chaînes.

4) La crise du capitalisme est désormais trop profonde pour que la classe ouvrière puisse imposer des réformes durables sans porter atteinte aux bases économiques du régime, sans s'attaquer au profit capitaliste. Aucune revendication ne peut être séparée de la lutte pour l'expropriation des capitalistes et pour la prise du pouvoir. Le mot d'ordre du contrôle ouvrier est, dans chaque cas, le pont qui permet de passer des revendications immédiates à la revendication des nationalisations et du pouvoir.

5) Pour vaincre, la classe ouvrière doit recréer son unité de front. C'est aujourd'hui la tâche essentielle. Il faut partout, à l'usine, au quartier, au village, UNIR les rangs ouvriers. Il faut partout utiliser les organisations légales, et spécialement les syndicats, comme un lieu de rassemblement. Il faut partout les doubler d'un réseau de groupes ouvriers sans-parti, préparant l'action prochaine, élaborant son programme.

6) La révolution ne peut triompher que sous la conduite d'un parti révolutionnaire. De Juin 36 à aujourd'hui, le Parti Socialiste et le Parti Communiste n'ont cessé d'agir comme les grands organisateurs de la défaite du prolétariat français. Seul un parti entièrement dévoué aux intérêts du prolétariat français peut conduire celui-ci à la victoire. Les trotskystes font appel à tous les militants révolutionnaires pour construire avec eux ce parti, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'Internationale de Lénine et Trotsky.